

depuis la promotion des droits de la personne dans les régions d'Indonésie touchées par le tsunami jusqu'au renforcement des capacités des jeunes engagés dans la lutte contre le VIH/sida au Lesotho.

C'est ainsi qu'un programme administré par l'Association des universités et collèges du Canada permet à quelque 100 étudiants universitaires de niveau supérieur de se familiariser directement avec la question de la gouvernance tout en obtenant des crédits universitaires. Dans le cadre de ce programme, quatre étudiants de l'Université de Toronto ont pu aider à l'élaboration d'un projet, mené en collaboration avec l'Université de Pristina, au Kosovo, destiné à renforcer les associations étudiantes et à

développer des compétences concrètes en matière de résolution de conflits. Une série d'ateliers a réuni des étudiants et des professeurs, ainsi que des représentants de l'administration universitaire et des milieux non gouvernementaux afin qu'ils puissent discuter du rôle des instances étudiantes au sein de l'université et étudier

les moyens d'appliquer l'expérience canadienne au contexte kosovar.

« Avec eux, nous nous sommes attachés à créer une association étudiante idéale, déclare Ericka Stephens, ancienne présidente d'une association étudiante, c'est-à-dire un organisme indépendant et autonome, auquel les étudiants ont accès et dont ils comprennent le fonctionnement. »

Lors d'ateliers tenus au Monténégro, en Macédoine et à Toronto, les étudiants canadiens ont échangé de nombreuses idées avec leurs homologues kosovars. L'échange se faisait dans les deux sens, précise Ericka Stephens, ce qui est le fondement même des échanges internationaux : « Nous avons pris conscience à la fois de nos points communs et de nos différences, ainsi que de la façon dont chacun peut tirer des leçons de ces expériences. »

## PRÊTS À TOUTE ÉVENTUALITÉ

**En ce 50<sup>e</sup> anniversaire du maintien de la paix dans le monde, quelque 2 800 soldats canadiens sont stationnés dans des zones troublées, notamment en Haïti.**

La tenue des élections présidentielles et parlementaires de février en Haïti a été, sur le plan organisationnel, une prouesse que le colonel Barry MacLeod, des Forces canadiennes, n'avait encore jamais vue. Outre les problèmes de sécurité provoqués par les gangs et les agitateurs politiques, qui menaçaient de perturber le vote, il fallait aussi résoudre le casse-tête logistique imputable à la difficulté du terrain ainsi qu'à la complexité des conditions sociales et techniques.

Jusqu'à-là, l'expérience électorale du colonel MacLeod s'était limitée au simple fait de voter. En sa qualité de chef de la Force opérationnelle d'aide aux élections, qui relevait de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH), il avait cependant pour tâche de planifier, d'organiser et de diriger toutes les activités de l'ONU concernant la logistique et la sécurité du scrutin, y compris la distribution et la récupération de tout le matériel électoral. Son équipe a veillé à ce que ce vote si important pour l'avenir d'Haïti soit une réussite malgré les nombreuses embûches.

« Les routes ici sont terribles. Nous avons dû utiliser tous les moyens à notre disposition pour transporter le matériel électoral à destination : véhicules, navires de la garde côtière, pirogues, ânes, chevaux, porteurs, hélicoptères, et j'en passe. »

« Le jour du scrutin, les gens allaient encore voter après la tombée de la nuit, ajoute le colonel MacLeod. Comme



photo : IC (Ariana Cubillos)

Des travailleurs électoraux haïtiens dépouillent les bulletins de vote à la lumière de chandelles à Port-au-Prince, en Haïti.

de grandes régions du pays n'ont pas l'électricité, la trousse électorale comportait trois chandelles par bureau de vote. Il aurait été inutile d'y ajouter des lampes de poche, car elles auraient été volées, ou encore utilisées avant l'élection. »

Le colonel MacLeod fait partie de la demi-douzaine de militaires canadiens comptant parmi les hauts gradés de la mission onusienne en Haïti.

Depuis l'envoi de quatre officiers canadiens au Cachemire dans le cadre du Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies pour l'Inde et le Pakistan en 1949 et depuis le déploiement de la première force internationale officielle de maintien de la paix lors de la crise du canal de Suez en 1956, les militaires canadiens participent régulièrement à toutes sortes d'affectations difficiles à l'étranger : observation électorale, application de règlements de paix, soutien des efforts en matière d'aide et de droits de la personne et contribution aux initiatives civiles, par exemple dans le domaine de la formation policière.



photo : IC (Ariana Cubillos)

Exploit organisationnel : des Casques bleus uruguayens assurent la sécurité du matériel électoral transporté à dos d'âne vers le village de Michelle, dans le Nord-Est d'Haïti, lors des élections de février dernier.

Le nombre de militaires canadiens actifs dans des missions opérationnelles dans le monde varie. On en compte aujourd'hui plus de 2 800, selon le colonel Denis Thompson, directeur,

Politique du maintien de la paix, au ministère de la Défense nationale à Ottawa.

Leurs mandats sont très diversifiés. Le contingent le plus important est stationné en Afghanistan, où plus de 2 200 membres des Forces canadiennes sont affectés, la plupart au sein de l'Équipe de reconstruction provinciale du Canada déployée à Kandahar. On retrouve aussi des militaires canadiens ailleurs dans le monde, en moins grand nombre cependant : en Iraq, en Bosnie-Herzégovine, en Haïti, au Moyen-Orient, à Chypre, en République démocratique du Congo, en Sierra Leone, au Soudan et en Éthiopie.

Par exemple, 11 militaires canadiens sont stationnés en Sierra Leone, où ils enseignent à leurs homologues de ce pays comment travailler avec les autorités civiles, ajoute le colonel Thompson. Treize autres soldats canadiens travaillent au bureau du président afghan Hamid Karzai, où ils donnent une formation en matière de planification stratégique.

« Certaines missions sont axées sur le renforcement des capacités, d'autres répondent simplement à un appel de l'ONU », déclare le colonel Thompson, ajoutant que les missions durent

habituellement entre six et douze mois et qu'en général les Canadiens y occupent des postes élevés, en raison de l'expérience du Canada et de la qualité des officiers canadiens.

En Haïti, par exemple, le colonel MacLeod a été pendant huit mois en 2004 chef d'état-major de la MINUSTAH, ce qui lui a valu récemment de recevoir la Décoration pour service méritoire des mains de la gouverneure générale Michaëlle Jean. Il est retourné en Haïti il y a trois mois pour diriger la Force opérationnelle d'aide aux élections, à la demande du représentant spécial du secrétaire général de l'ONU. Le chef d'état-major actuel est aussi un Canadien, le colonel Michel Duhamel, qui occupe le troisième rang dans la hiérarchie de commandement de l'opération internationale de sécurité menée dans ce pays, opération qui fait appel à plus de 7 500 militaires venus d'une vingtaine de pays.

« La difficulté en Haïti tient à la complexité de la mission. Il y a la convergence de nombreux acteurs et intérêts tant nationaux qu'internationaux, déclare le colonel Duhamel. Haïti, c'est un peu comme une casserole sur la cuisinière, sur le point de déborder. Les militaires peuvent empêcher qu'elle déborde, mais seules les solutions politiques et socio-économiques peuvent réduire la température. » Il explique que certains pays contribuant à la MINUSTAH n'avaient encore jamais déployé de troupes dans le cadre d'une mission internationale. En outre, les

forces de l'ONU là-bas n'ont pas les coudées franches; elles doivent soutenir la police haïtienne et collaborer avec elle.

Selon le colonel Duhamel, les forces de l'ONU finissent par accomplir les tâches jugées trop dangereuses pour les policiers haïtiens, par exemple assurer la patrouille dans le fameux quartier de Cité Soleil à Port-au-Prince. Elles interviennent aussi lorsqu'il y a des manifestations et des confrontations armées.

Lors de la récente élection, outre les problèmes logistiques, les forces de l'ONU ont eu de la difficulté à garantir la sécurité de base dans plus de 800 bureaux de vote, surtout avec la présence de gangs et des attaques perpétrées contre ces bureaux dans certaines régions éloignées. « Pour transporter du matériel dans ces endroits, vous devez disposer d'une solide force de sécurité, affirme le colonel MacLeod. »

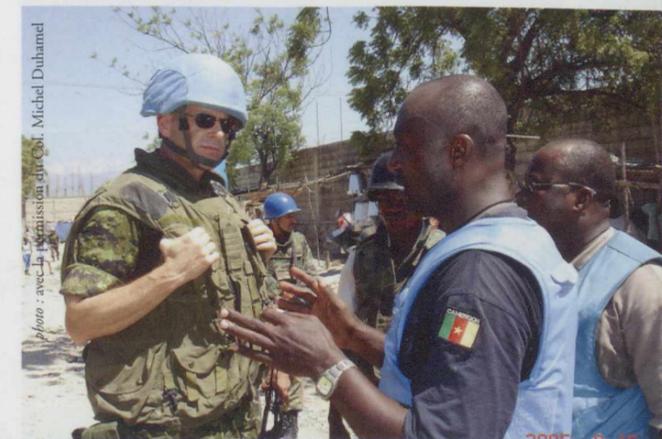


photo : avec la permission d'IC Col. Michel Duhamel

Le colonel Michel Duhamel (à gauche), du Canada, est chef d'état major de l'opération internationale de sécurité menée en Haïti et impliquant 7 500 militaires venus de 20 pays.